

L'IMPLICITE ENTRE IMPERATIF DE JUSTIFICATION ET DYNAMIQUE DE MOBILISATION PREELECTORALE / THE IMPLICIT BETWEEN THE IMPERATIVE OF JUSTIFICATION AND THE DYNAMICS OF PRE-ELECTION MOBILIZATION

Badreddine EL-KACIMI

Associate Professor, Ph.D.

("Ibn Zohr" University, Kingdom of Morocco)

b.el-kacimi@uiz.ac.ma, <https://orcid.org/0009-0008-1163-0223>

Abstract

The study highlights a dynamic process of the recomposition of legitimacy based on the use of implicit discourse by the Secretary-General of the PJD during the pre-electoral period. On the one hand, the discourse reframes defeat as an ordinary event while implicitly suggesting, without explicit evidence, the existence of interference, thereby establishing a strategic form of doubt. On the other hand, it mobilizes various disqualification strategies targeting opponents (asymmetrical comparison, irony, ad hominem attacks) and contributes to the deconstruction of governmental discourse. At the same time, an internal dimension of remobilization emerges through mechanisms of moral blame and implicit promise. Altogether, this reveals a tension between fragility and assertion, in which political legitimacy is discursively constructed as a dynamic process of reclaiming symbolic power.

Keywords: political discourse, implicitness, legitimacy, mobilization

Rezumat

Studiul abordează procesul dinamic de recompoziție a legitimității bazat pe utilizarea discursului implicit de către Secretarul General al PJD în perioada preelectorală. Pe de o parte, discursul reinterpretează înfrângerea ca pe un eveniment obișnuit, sugerând implicit, fără dovezi explicite, existența unei interferențe, stabilind astfel o formă strategică de îndoială. Pe de altă parte, acesta mobilizează diverse strategii de descalificare care vizează adversarii (comparație asimetrică, ironie, atacuri ad hominem) și contribuie la deconstrucția discursului guvernamental. În același timp, apare o dimensiune internă a remobilizării prin mecanisme de învinovățire morală și promisiune implicită. În ansamblu, aceasta relevă o tensiune între fragilitate și afirmare, în care legitimitatea politică este construită discursiv ca un proces dinamic de revendicare a puterii simbolice.

Cuvinte-cheie: discurs politic, implicititate, legitimitate, mobilizare

Introduction

Plus de quatre années se sont écoulées depuis la défaite significative du Parti de la Justice et du Développement (PJD) lors des élections législatives de 2021, un tournant majeur ayant profondément redessiné le paysage politique marocain. Deux principales lectures ont été avancées pour expliquer ce revers électoral. La première y voit l'expression d'un vote-sanction collectif, interprété comme une réaction rationnelle de l'électorat face à un bilan gouvernemental jugé globalement décevant après deux mandats successifs (El-

Kacimi, 2024a). Dans cette optique, certaines orientations politiques et sociales auraient contribué à l'érosion du pouvoir d'achat, provoquant un affaiblissement progressif de la popularité du parti ainsi qu'un recul de son ancrage militant et électoral.

À l'opposé, une seconde hypothèse, portée par le parti lui-même et une partie de ses partisans, évoque l'existence d'interférences non apparentes ayant affecté la transparence du processus électoral (Frinault *et alii*, 2024). Cette interprétation remet en question la plausibilité d'une perte aussi massive de sièges en une seule échéance, en soulignant notamment certaines incohérences supposées dans la répartition des résultats. Elle met en avant, par contraste, la progression de partis de la majorité sortante, tels que le Rassemblement National des Indépendants (RNI). Toutefois, faute de preuves empiriques étayées, cette lecture s'apparente davantage à une stratégie discursive de justification qu'à une explication objectivée des résultats.

À l'approche des élections législatives de 2026, Abdelilah Benkirane, secrétaire général du PJD, intensifie sa présence dans l'espace public, notamment à travers les réseaux sociaux et les rencontres militantes. Cette dynamique s'inscrit dans une logique de reconquête politique visant à remobiliser les bases partisans et à restaurer la crédibilité du parti sur la scène nationale.

Dans ce cadre, le discours partisan s'organise autour d'une double dynamique de légitimation. D'une part, il tend à justifier les décisions passées en les présentant comme nécessaires ou contraintes par des contextes particuliers ; d'autre part, il mobilise des registres explicatifs alternatifs, souvent implicites, laissant entendre l'intervention de facteurs externes ou de mécanismes opaques dans les résultats de 2021. Parallèlement, ce discours participe à une entreprise de reconfiguration symbolique visant à redéfinir l'image du parti, en instaurant une distance critique vis-à-vis des adversaires politiques et en cherchant à réactiver la confiance de l'opinion publique.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui propose une analyse interprétative et pragmatique du non-dit à partir d'un corpus constitué de séquences discursives issues d'interventions médiatiques d'Abdelilah Benkirane, notamment celles prononcées le 18 octobre 2025 à Rabat, à l'occasion du troisième congrès national de l'association des ingénieurs du parti. L'objectif est de mettre en évidence les mécanismes implicites mobilisés dans la construction discursive de la légitimité.

Dans cette optique, l'implicite est appréhendé, à la suite de Dominique Maingueneau, comme l'ensemble des contenus inférés à partir d'un énoncé sans en constituer l'objet explicite : il s'agit de significations sous-jacentes qui émergent à travers le dit sans être directement formulées (Maingueneau 1996, p. 47). L'analyse de ces dimensions implicites permet ainsi d'accéder à une compréhension plus fine des stratégies discursives à l'œuvre dans les processus de (re)légitimation politique.

Dès lors, une interrogation centrale se dégage : dans quelle mesure les processus de légitimation politique peuvent-ils être reconstruits à la suite d'une phase de délégitimation électorale ? Et de quelle manière les stratégies discursives, en particulier celles relevant de l'implicite, participent-elles à cette recomposition de la crédibilité politique ?

1. Tentative de reconquête de la légitimité politique

Énoncé 1: « N'oubliez pas ce qui nous est arrivé : c'est quelque chose de grave et, sans aucun doute, il y a eu des mains non ordinaires qui ont agi à différents niveaux, sans entrer dans les détails ni évoquer des choses pour lesquelles nous n'avons ni preuve, ni démonstration, ni certitude. En tant que parti politique, nous aurions pu protester, mais nous ne l'avons pas fait. Cependant, mon problème n'est pas la défaite électorale, car cela fait partie de la vie politique. Supposons que l'État décide de la carte électorale : dans ce cas, pourquoi vous a-t-on placés en tête ? Il faut une explication. Lorsque vous avez gagné, à ce moment-là, les portes se sont ouvertes, l'ingérence a été interdite et vous avez obtenu cent sept sièges ».

D'abord, le recours à la stratégie de réserve exonératoire est remarquable, notamment par l'emploi d'expressions telles que « sans preuve ni argument ». En apparence, l'orateur semble adhérer à l'objectivité et à la neutralité épistémique, mais, en pratique, cette formulation remplit une double fonction : d'une part, elle le protège des accusations directes de promotion d'affirmations non fondées ; d'autre part, elle préserve le scepticisme sous-jacent et son efficacité. On assiste alors à ce que l'on pourrait qualifier de déni implicite : nier l'affirmation tout en reconnaissant sa force argumentative (Robert, 2003).

À un autre niveau, ce discours recourt à une stratégie de reformulation de la défaite, transformant la « défaite électorale » d'un événement politique majeur en un simple fait divers qui « arrive en politique ». Cette transformation n'est pas anodine ; il s'agit plutôt d'un acte pragmatique visant à dévaloriser la défaite et à redistribuer sa valeur sémantique. Au lieu d'être perçue comme un signe de perte de légitimité, la défaite est intégrée au champ de la normalité politique, permettant ainsi à l'acteur politique de préserver son capital symbolique malgré la baisse de ses performances électorales.

Le recours aux questions rhétoriques comme mécanisme argumentatif central est également prégnant, notamment concernant la question de savoir si l'État détermine la carte électorale. Ce type de question ne vise pas à obtenir une réponse, mais plutôt à susciter une interprétation préconçue qui jette le doute sur la transparence du système électoral. D'un point de vue pragmatique, la question constitue ici un acte de langage indirect qui fonctionne comme une accusation sans l'énoncer explicitement. Elle opère comme un mécanisme de redistribution des responsabilités politiques et de réouverture du débat sur la légitimité électorale.

Une autre stratégie importante consiste à mettre en évidence la contradiction interne de l'adversaire, suggérant que la victoire est liée à la transparen-

ce institutionnelle et à la non-ingérence, tandis que la défaite soulève des doutes quant à son intégrité. Cette contradiction n'est pas présentée directement, mais plutôt sous-entendue, témoignant d'une habile utilisation de la logique argumentative fondée sur la mise à nu de la duplicité. Concrètement, cette approche vise à saper la crédibilité du discours adverse en démontrant ses incohérences internes.

Au fond, ce discours vise à reconstruire la légitimité par le biais de la position de victime morale (Amossy, 2023). L'orateur se présente comme un acteur politique qui s'est abstenu de protester malgré ce qu'il perçoit comme des injustices, s'octroyant ainsi un capital symbolique fondé sur la « modération » et la « responsabilité ». Dans ce contexte, la légitimité découle non seulement des résultats électoraux, mais aussi de la conduite politique elle-même. Ce point est crucial dans l'approche pragmatique, car la légitimité est ici produite au sein même du discours, et non en dehors, par la transformation de la morale politique en une source alternative de légitimité.

On observe également une stratégie de redistribution des centres de pouvoir symboliques, où l'indépendance de la prise de décision politique est remise en question par l'hypothèse d'interventions occultes. Ce discours remodele le rapport entre les acteurs politiques et l'État, suggérant implicitement que le pouvoir n'est pas distribué de manière transparente, mais plutôt régi par des réseaux d'influence non déclarés. De cette façon, la légitimité institutionnelle est sapée sans confrontation directe.

En définitive, le discours repose sur la construction d'une dichotomie argumentative implicite entre « nous » et « eux » : nous, les rationnels et réservés, qui restons silencieux face à l'injustice ; et eux, qui profitent de la structure existante et reproduisent un discours à la légitimité déséquilibrée. Cette dichotomie n'est pas une simple classification, mais un outil de réorganisation du champ symbolique, plaçant ainsi le locuteur dans une position moralement et interprétativement supérieure (El-Kacimi, 2024a).

À la lumière de cette analyse, on peut affirmer que ce discours vise non seulement à interpréter un événement électoral, mais aussi à renégocier la légitimité politique elle-même. Il y parvient grâce à des mécanismes pragmatiques complexes : l'implication, la suggestion, le questionnement rhétorique, le recadrage et la construction de la contradiction. Ainsi, la légitimité n'est pas ici un acquis immuable, mais une construction discursive, susceptible d'être remodelée au sein de la lutte politique, où le discours lui-même devient un outil de production ou de restauration du pouvoir symbolique après une période d'érosion.

2. La contre-offensive discursive : disqualification des adversaires

Énoncé 2: « Hier, on m'a dit qu'un bandit a évoqué Erdoğan. Je cherchais juste à te trouver une qualification, et je me demandais : quel rapport avec Erdoğan ? Cela m'étonnait. Ces gens-là n'ont aucun intérêt ni pour la Turquie ni pour Er-

doğan ; leur seul objectif, c'est Abdelilah Benkirane. Mais au lieu de l'affronter directement, ils préfèrent commencer eux-mêmes et laisser les autres poursuivre à leur place. Mais dis-moi, qu'as-tu fait, toi, pour ton pays comme Erdoğan ? Lui, il a développé son pays, qui est devenu une grande puissance. Et toi, qu'as-tu fait ? Tu as détruit ton propre parti et tu es devenu la risée de ton époque. Quel rapport as-tu avec Erdoğan ? Laisse-le de côté et reste plutôt avec Benkirane, ça te suffit largement ».

La qualification péjorative constitue l'un des traits caractéristiques du discours populiste (El-Kacimi, 2022). Elle substitue au discours des idées une focalisation sur la personne, dans le but de la dévaloriser et de la discréditer, notamment dans un contexte de mobilisation électorale où l'expression verbale tend à se radicaliser.

Dans cet énoncé, on peut relever un double implicite : l'un renvoie au positionnement du locuteur lui-même, l'autre à celui de l'adversaire visé par ses propos.

Implicitement, Benkirane semble reconnaître une certaine hiérarchie dans le leadership politique, en érigeant Erdoğan en modèle de réussite et de supériorité. Il pourrait s'agir, dans cette perspective, d'un aveu indirect de faiblesse, dans la mesure où le dirigeant turc, en tant que président et chef de parti, a réalisé un niveau de performance politique que le Parti de la Justice et du Développement n'a pas atteint. Par ailleurs, cette référence impose un cadre de comparaison particulier. Toutefois, l'enjeu principal du discours réside dans l'utilisation de cette figure comme instrument visant à marginaliser Driss Lachgar.

Dès lors, s'exerce sur ce dernier une forme de violence symbolique, la comparaison n'étant nullement neutre.

Dans un premier temps, le locuteur procède à une qualification dépréciative, réduite au terme « bandit », connoté négativement et renvoyant à la violence, à l'impulsivité et au non-respect de la légalité. Ce choix lexical n'est pas fortuit, dans la mesure où le recours au nom propre aurait été possible. Il s'agit plutôt d'une stratégie visant à délégitimer l'adversaire et à le rabaisser, en le reléguant hors de l'espace de reconnaissance discursive.

Le locuteur recourt également à des questions rhétoriques, inscrites dans une comparaison à la fois provocatrice et ironique entre les réalisations de Driss Lachgar et celles de Erdoğan. Ces interrogations, qui n'attendent aucune réponse, installent implicitement une forte asymétrie entre les parcours des deux figures politiques, leurs réalisations respectives, leur positionnement dans l'échiquier politique et leur poids dans le rapport de forces, bien qu'ils soient tous deux dirigeants de partis. Il s'agit, en creux, d'une mise en accusation de l'incompétence et d'un manque d'engagement au service de l'intérêt général.

Par ailleurs, le discours comporte également une dimension accusatoire : Benkirane estime être directement visé. L'évocation d'Erdoğan, devenu un

symbole de réussite du leadership islamique, serait alors mobilisée comme prétexte pour l'attaquer. Dans cette perspective, Driss Lachgar ne viserait pas une personne déterminée, mais dénoncerait plus généralement l'instrumentalisation du religieux en politique (El-Kacimi, 2024b), position caractéristique des partis de gauche. Cette sensibilité particulière existe, mais elle dépasse ici l'objet de l'analyse. Benkirane tente ainsi de reconfigurer le sens du discours en le présentant comme une manœuvre plutôt que comme une argumentation, en le réinscrivant dans un conflit strictement localisé.

La comparaison déséquilibrée vise ainsi à mettre en évidence l'impuissance de l'adversaire et à le discréditer par un effet de miroir déformant. En outre, l'emploi d'expressions telles que « détruit ton parti » ou « risée » excède la simple description factuelle et participe à une entreprise de dévalorisation symbolique. Ainsi, le discours ne se limite pas à l'attaque de l'adversaire, mais fonctionne simultanément comme un dispositif de construction d'image.

Énoncé 3: « Quand on l'écoute parler, on a l'impression que le Maroc n'est plus qu'à un pas de devenir les États-Unis d'Amérique. Et à chaque instant, il ne cesse d'invoquer le nom du Roi, au point que nous ne savons plus s'il nous présente le bilan de son gouvernement ou celui de Sa Majesté le Roi ».

D'un côté, le locuteur critique un style discursif marqué par un optimisme jugé excessif et par une mise en scène appuyée du bilan gouvernemental. De l'autre, il lui reproche le recours systématique à la référence à Sa Majesté le Roi, interprétée comme une tentative de construire une image de convergence entre l'institution monarchique et le gouvernement, laissant entendre une forme de responsabilité partagée dans les réalisations mises en avant.

Cependant, cette critique gagne en complexité si l'on rappelle que, sous le mandat de Benkirane lui-même, des mécanismes similaires de légitimation par l'autorité avaient déjà été mobilisés afin de renforcer la crédibilité de certaines décisions politiques (Amossy, 2022). Cette circularité des pratiques de légitimation invite donc à relativiser la portée strictement dénonciatrice du propos.

Dans ce cadre, le discours se déploie également sur un registre fortement ironique. La comparaison du Maroc avec les États-Unis relève d'une hyperbole manifeste, fonctionnant comme un procédé de déconstruction de l'optimisme gouvernemental, perçu ici comme excessif, voire déconnecté des réalités socio-économiques.

De même, la question rhétorique relative à l'attribution du bilan ne relève pas d'une simple interrogation, mais constitue un implicite critique visant à problématiser la légitimité même de la responsabilité politique revendiquée. Elle suggère une confusion volontaire ou stratégique dans la distribution des rôles, contribuant ainsi à fragiliser l'image d'un exécutif présenté comme peu autonome, voire dépendant de la figure monarchique pour asseoir sa crédibilité.

Par ailleurs, cette lecture suppose une remise en cause implicite de l'autonomie du champ gouvernemental, dans la mesure où l'omniprésence de la référence au Roi est interprétée comme un dispositif de légitimation externe, réduisant l'action gouvernementale à une fonction d'exécution ou d'intermédiation plutôt qu'à une véritable capacité décisionnelle autonome.

Il convient toutefois de souligner que cette interprétation tend à simplifier la complexité des rapports institutionnels, en les ramenant à une opposition trop nette entre autonomie et dépendance.

Le discours relève ainsi d'une stratégie de dérision et de déconstruction symbolique, visant à délégitimer la représentation d'un bilan « exceptionnel » en le requalifiant en construction discursive exagérée, à forte dimension promotionnelle.

Enfin, se dessine une opposition binaire structurante entre un « nous » supposé rationnel, critique et dévoilant les contradictions du discours politique, et un « eux » associé à la surenchère, à l'autopromotion et à la mise en scène discursive de la performance politique.

3. Un discours de domination sous contrainte

Énoncé 4: « Ceux qui ne sont pas venus, honte à vous. Nous avons besoin de vous maintenant. Ce n'est pas parce que nous avons perdu en 2021 que tout est fini pour nous. Vous devez venir, car nous avons besoin de vous aujourd'hui. Et si le parti réussit aux prochaines élections, il y en a qui auront du travail. Le parti s'est rétabli, oui, il s'est rétabli si on le compare aux autres partis. Notre parti est actuellement le premier (il rit). Avez-vous des doutes à ce sujet ? Si vous ne me croyez pas, qu'ils organisent des élections demain, et ils verront ».

Le discours analysé met en évidence un écart significatif entre le contenu explicite des énoncés et les intentions implicites du locuteur. Celui-ci ouvre son intervention par un blâme direct adressé aux absents (*honte à vous*), qui, au-delà de sa dimension morale apparente, fonctionne comme un blâme mobilisateur visant à susciter un sursaut d'engagement et à inciter les militants à réintégrer activement le parti. Cette entrée en matière soulève, en filigrane, la question du capital militant des formations politiques : l'absence des adhérents relève-t-elle d'un simple relâchement conjoncturel ou traduit-elle une volonté plus profonde de désengagement, voire un retrait progressif de la sphère partisane, d'autant plus que certaines figures influentes ont récemment annoncé leur démission non seulement du parti, mais de la vie politique elle-même ?

Dans cette perspective, l'absence est requalifiée par le locuteur sur un plan moral : elle est associée à la honte, érigée en instrument de pression symbolique destiné à favoriser la réintégration des membres. Ainsi, l'absence n'est plus interprétée comme circonstancielle ou ponctuelle, mais comme le signe d'une défaillance éthique, relevant à la fois d'une forme de paresse et d'un déficit de conscience militante.

Par ailleurs, l'énoncé « tout est fini », bien qu'il prenne la forme d'une hypothèse rejetée, révèle une reconnaissance implicite de la défaite électorale. Toutefois, le locuteur s'emploie à dissocier cette défaite de toute idée de disparition du parti. Ce faisant, il présuppose l'existence d'un discours concurrent dans l'espace public, qui tend à présenter le parti comme définitivement affaibli ou révolu. L'intervention vise alors à corriger cette représentation en réaffirmant la continuité de l'organisation partisane. La défaite est ainsi recadrée comme une phase transitoire, dénuée de valeur conclusive, ce qui permet de déconstruire le récit de la débâcle et de lui substituer un horizon de persistance et de relance.

En outre, le discours comporte une critique implicite des soutiens opportunistes, perçus comme guidés principalement par des logiques pragmatiques et la recherche d'avantages. Néanmoins, cette critique s'accompagne d'une promesse indirecte, établissant un lien entre l'engagement présent et des bénéfices futurs potentiels. Le locuteur mobilise ainsi une logique de contrepartie différée, où la participation immédiate est susceptible d'ouvrir l'accès à des positions ou à des intérêts ultérieurs, s'inscrivant dans une dynamique que l'on peut rapprocher de la notion de « marchandage politique ».

L'énoncé « Le parti s'est rétabli [...] si on le compare aux autres partis. Notre parti est actuellement le premier » constitue, à première vue, une tentative de réassurance. Toutefois, il implique en creux un aveu indirect de crise. En effet, le recours au verbe « se rétablir » présuppose l'existence d'un état antérieur de déséquilibre, voire de fragilisation. Néanmoins, cette crise est immédiatement relativisée par un mécanisme comparatif : elle n'est plus appréhendée en termes absolus, mais redéfinie à l'aune de la situation des autres formations politiques.

Ce glissement opère une reconfiguration stratégique de l'évaluation : il ne s'agit plus de nier la crise, mais d'en atténuer la portée en suggérant qu'elle est généralisée. Autrement dit, tous les partis seraient en difficulté, mais certains implicitement, ceux ayant exercé le pouvoir, notamment le RNI et le PAM, le seraient davantage. La crise évoquée renvoie ainsi, de manière implicite, à une crise de gouvernance, caractérisée par une gestion jugée défailante des affaires publiques, une perception d'incompétence et un bilan insuffisant, ayant suscité une forme de vote-sanction et un déficit de satisfaction citoyenne.

Cependant, l'objectif du locuteur ne consiste pas tant à disqualifier frontalement ces partis qu'à produire un effet de distinction positive en faveur du sien. Il s'agit de construire une image d'excellence relative, fondée sur une norme comparative et non sur des critères absolus de performance. Cette stratégie permet de transformer une position objectivement affaiblie en position relativement avantageuse.

Par ailleurs, l'affirmation selon laquelle « notre parti est le premier » relève manifestement de l'hyperbole. Celle-ci est toutefois immédiatement atté-

nuée par le rire qui l'accompagne, lequel fonctionne comme un marqueur de distanciation énonciative. Ce procédé permet de désamorcer la contestation potentielle en instaurant une forme de complicité avec l'auditoire : l'énoncé est présenté comme discutable, voire non littéral, mais néanmoins acceptable dans le cadre d'un tacit agreement entre le locuteur et son public.

Dans le prolongement de cette stratégie, le locuteur recourt à un défi hypothétique « qu'ils organisent des élections demain », qui repose sur une condition irréaliste. Ce type d'énoncé ne vise pas à proposer une action concrète, mais à simuler une vérifiabilité afin de renforcer la crédibilité du propos. Il s'agit, en réalité, d'un mécanisme de consolidation de la certitude, qui contribue à reconstruire une forme d'autorité discursive.

Dans l'ensemble, le discours apparaît moins comme un discours d'attaque que comme un discours de défense et de recomposition interne. Il cible prioritairement les adhérents et sympathisants plutôt que l'opinion publique au sens large, ce qui révèle l'existence d'un malaise intra-partisan. Dès lors, la posture dominante adoptée par le locuteur ne traduit pas une hégémonie stable, mais plutôt une tentative de réaffirmation d'une domination fragilisée, marquée par des tensions, des incertitudes et un besoin manifeste de réassurance collective.

4. Synthèse

Le discours préélectoral de Abdelilah Benkirane s'inscrit dans une dynamique de recomposition symbolique visant à restaurer une légitimité politique fragilisée par la défaite de 2021. Il ne se limite pas à une simple prise de position conjoncturelle, mais relève d'une stratégie discursive élaborée, combinant justification, contre-offensive et remobilisation interne.

D'une part, l'orateur procède à une relecture stratégique de la défaite électorale. Celle-ci est simultanément banalisée comme un événement ordinaire de la vie politique et reconfigurée par l'insinuation d'interférences non explicitées. Le recours à des formules de réserve lui permet de maintenir un doute actif sans assumer une accusation directe, instaurant ainsi un implicite critique qui fragilise la crédibilité du processus électoral tout en préservant sa propre position discursive. Ce mécanisme s'accompagne d'un repositionnement moral : en se présentant comme modéré et responsable, refusant la contestation ouverte, Benkirane cherche à reconstruire une légitimité fondée sur l'éthique plutôt que sur la performance électorale.

D'autre part, le discours déploie une contre-offensive marquée par la disqualification des adversaires. À travers des procédés de qualification péjorative, de comparaison asymétrique et de questions rhétoriques, il substitue à l'argumentation programmatique une logique de délégitimation des personnes.

Par ailleurs, la critique adressée au chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, s'inscrit dans une logique de déconstruction du discours institution-

nel. En dénonçant un optimisme jugé excessif et une mobilisation récurrente de la référence royale, Benkirane cherche à remettre en cause l'autonomie du discours gouvernemental et à suggérer une dépendance stratégique à l'égard de l'institution monarchique. Toutefois, cette posture critique demeure ambivalente, dans la mesure où elle reproduit des mécanismes de légitimation déjà mobilisés par le locuteur lui-même lorsqu'il était au pouvoir, révélant ainsi une circularité des pratiques discursives.

Enfin, le discours prend une dimension interne de remobilisation partisane. À travers un registre oscillant entre blâme moral et promesse implicite de rétribution Benkirane tente de réactiver l'engagement militant et de contenir les dynamiques de désaffection. La crise du parti est reconnue de manière indirecte, mais immédiatement relativisée par un jeu comparatif qui transforme une faiblesse structurelle en avantage relatif. L'usage de l'hyperbole, tempérée par l'ironie, ainsi que le recours à des scénarios hypothétiques, participent à la reconstruction d'une confiance collective et à la consolidation d'une autorité discursive fragilisée.

En définitive, ce discours préélectoral se caractérise par une tension constante entre fragilité et affirmation. Il articule des procédés pragmatiques complexes - implicite, insinuation, polarisation, recadrage - pour transformer une position de faiblesse en ressource argumentative. La légitimité y apparaît moins comme un donné objectif que comme une construction discursive en perpétuelle renégociation, où la parole politique devient un instrument central de reconquête du pouvoir symbolique.

Références

- Amossy, R. (2022). Construire la légitimité et l'autorité politiques en discours. *Argumentation et Analyse du Discours*, 28. <http://journals.openedition.org/aad/5984>.
- El-Kacimi, B. (2022). Le discours électoral des islamistes marocains : analyse pragmatique des modalisateurs dépréciatifs. *Langues et usages*, 6, 28-53.
- El-Kacimi, B. (2024a). Aspects pragmatiques du proverbe dans le discours électoral : enjeux et dynamiques discursifs. *LIMES*, 1(1), 14-24.
- El-Kacimi, B. (2024b). Le discours religieux dans la scène politique au Maroc : quelques aspects d'éthos collectif. *Philological Studies and Research - Applied Foreign Languages Series in Romania*, 22, 215-225.
- Frinault, Th., Troupel, A., Vignon, S. (2024). Chapitre 2. Sociologie des élections locales. In : *Sociologie des élus locaux* (pp. 51-90). De Boeck Supérieur.
- Maingueneau, D. (1996). *Les termes clés de l'analyse du discours*. Éditions du Seuil.
- Robert, V. (2003). Implicite, argumentation directe, argumentation indirecte, manipulation. In : N. Fernandez Bravo (Ed.). *Lire entre les lignes: l'implicite et le non-dit*. Presses Sorbonne Nouvelle. <https://doi.org/10.4000/books.psn.6474>.